

**Art. 7.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1999 betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilière, wordt opgeheven.

**Art. 8.** De aanvragen om erkenning van de actie als alternerende vorming die vóór de inwerkingtreding van dit besluit ingediend werden, blijven onder het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 1999 betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilière vallen.

Een operator voor alternerende vorming die de overgangsbepaling bedoeld bij het eerste lid geniet, kan niet de subsidie bedoeld bij artikel 5 terzelfdertijd genieten, voor eenzelfde lerende en voor hetzelfde vormingsjaar.

**Art. 9.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 31 augustus 2016 wat betreft de artikelen 2 en 3 en van 1 september 2016 wat betreft de artikelen 4 tot 8.

**Art. 10.** De Minister bevoegd voor het Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 14 juni 2017.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE  
De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2017/30634]

#### 8 JUIN 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon concernant l'usage de la dénomination « ferme pédagogique »

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D. 204, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, D. 205, D. 207, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, D. 208, § 2, D. 210 à D. 213 et D.426, § 2, 4<sup>o</sup>;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale intervenue le 20 octobre 2016;

Vu le rapport du 29 septembre 2016 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 61.168/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 avril 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions et demande d'autorisation

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

- 1<sup>o</sup> l'agriculteur : l'agriculteur qui respecte les conditions de l'article D.207, alinéa 2, du Code;
- 2<sup>o</sup> le Code : le Code wallon de l'Agriculture;
- 3<sup>o</sup> la Direction de la Recherche et du Développement : la Direction de la Recherche et du Développement du Département du Développement de l'Administration au sens de l'article D. 3, 3<sup>o</sup> du Code;
- 4<sup>o</sup> la Direction de la Qualité : la Direction de la Qualité du Département du Développement de l'Administration au sens de l'article D. 3, 3<sup>o</sup> du Code;
- 5<sup>o</sup> l'organisme de prévention : l'organisme offrant un service d'encadrement, d'information et de sensibilisation visant à améliorer la sécurité dans les exploitations, le bien-être au travail des agriculteurs en les informant, en organisant des formations, ou en effectuant des analyses de risque lors de visite sur place.

**Art. 2.** L'agriculteur qui souhaite faire usage de la dénomination « ferme pédagogique », telle que définie à l'article D. 3, 19<sup>o</sup> du Code sur son exploitation agricole introduit une demande d'autorisation auprès de la Direction de la Recherche et du Développement.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. La demande visée à l'article 2 reprend au minimum :

- 1<sup>o</sup> les coordonnées complètes de l'agriculteur;
- 2<sup>o</sup> la présentation de l'exploitation;
- 3<sup>o</sup> Le numéro d'entreprise;
- 4<sup>o</sup> la présentation du projet pédagogique de la ferme.

Sont joints à la demande et de façon spécifique pour les locaux et activités concernés :

- 1<sup>o</sup> un extrait de casier judiciaire modèle 2 pour l'agriculteur et, le cas échéant, pour les animateurs-accueillants;
- 2<sup>o</sup> une attestation de l'assureur décrivant la nature du risque et sa couverture ou, à défaut, une copie des contrats d'assurance;
- 3<sup>o</sup> l'attestation de sécurité incendie;
- 4<sup>o</sup> l'autorisation de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire pour l'exécution des activités dans la chaîne alimentaire dans le cas où la restauration est faite sur l'exploitation;
- 5<sup>o</sup> le certificat de conformité de l'installation électrique;
- 6<sup>o</sup> un plan et des photos des lieux d'accueil aménagés;

- 7° une attestation de suivi d'une formation de premier secours et suivie par une des personnes encadrant le groupe;
- 8° un rapport d'analyse de risque de l'exploitation réalisé par un service d'accompagnement à la sécurité au travail;
- 9° une attestation de suivi d'un module de formation pédagogique et suivie par une des personnes encadrant le groupe.

Pour l'application de l'alinéa 2, 7° et 9°, si les attestations ne sont pas encore disponibles, l'agriculteur les communique à la Direction de la Recherche et du Développement dans les douze mois à dater de l'obtention de la reconnaissance de son exploitation comme ferme pédagogique.

Le formulaire de demande est mis en ligne sur le site internet « Portail de l'Agriculture wallonne ».

§ 2. La demande est envoyée par tout moyen susceptible de conférer une date certaine à l'envoi au sens de l'article D. 15 du Code et comprend l'ensemble des documents permettant de vérifier le respect des conditions d'octroi de l'autorisation.

Le directeur de la Direction de la Recherche et du Développement en accuse réception dans les dix jours ouvrables de son dépôt. L'accusé de réception indique :

- 1° la date de la réception de la demande;
- 2° le délai dans lequel la décision intervient.

Lorsque la demande d'autorisation est incomplète, le directeur de la Direction de la Recherche et du Développement en informe le requérant, par tout moyen susceptible de conférer une date certaine à l'envoi au sens de l'article D. 15 du Code, et le charge de la compléter dans les soixante jours de la réception. Le délai de soixante jours peut être prolongé sur demande motivée du requérant. Passé ce délai et si le dossier reste incomplet, la demande d'autorisation est considérée comme irrecevable.

La décision du Ministre sur la demande est notifiée au demandeur dans les nonante jours de la réception du dossier complet.

L'agriculteur conserve la possibilité d'introduire une nouvelle demande à tout moment.

**Art. 4.** La demande de renouvellement est introduite et est traitée suivant la procédure définie aux articles 2 et 3.

#### CHAPITRE II. — Conditions liées à l'autorisation et mise à disposition de l'écurie

**Art. 5.** Les conditions visées à l'article D. 205 du Code qui subordonnent l'octroi de l'autorisation sont :

- 1° en ce qui concerne son exploitation agricole, l'agriculteur veille à ce qu'elle :
  - a) dispose d'un local aménagé et d'un bloc sanitaire pour l'accueil des enfants;
  - b) dispose d'un espace de détente sécurisé;
  - c) dispose d'un emplacement de parking à proximité ou d'une zone de débarquement et d'embarquement sécurisé;
  - d) dispose de matériel adapté, en nombre suffisant, mis à la disposition des enfants;
  - e) soit aménagée et maintenue dans un bon état de propreté, de même que ses abords;
- 2° en ce qui concerne le local aménagé dans l'exploitation agricole, l'agriculteur veille à ce qu'il :
  - a) dispose des dimensions suffisantes pour l'accueil des enfants, en fonction du nombre de visiteurs potentiels;
  - b) bénéficie d'éclairage naturel, suppléé par un éclairage artificiel;
  - c) soit équipé d'un système de chauffage sauf si l'accueil est prévu uniquement d'avril à septembre;
  - d) dispose de matériel suffisant pour l'accueil et les activités;
  - e) dispose d'un point d'eau potable à disposition continue des enfants;
  - f) réponde aux normes de sécurité incendie et fournit l'attestation de sécurité incendie délivrée par la commune; attesté par le rapport de visite du commandant des pompiers de la commune de l'exploitation;
  - g) réponde aux normes de sécurité électrique, sur la base d'un certificat de conformité datant de moins de cinq ans délivré par un service externe de contrôle technique reconnu;
- 3° en ce qui concerne le bloc sanitaire de l'exploitation agricole, l'agriculteur veille à ce qu'il :
  - a) soit équipé d'un nombre de toilettes suffisant en fonction du nombre de visiteurs potentiels;
  - b) soit équipé d'un espace lave mains;
- 4° en ce qui concerne l'exploitation, l'agriculteur :
  - a) fait réaliser une analyse de risques de l'exploitation par l'organisme de prévention afin de répertorier les risques potentiels présents;
  - b) veille à planifier et à mettre en place les mesures de prévention des risques de façon à remédier progressivement à l'ensemble des risques soulevés dans l'analyse de risque pour les espaces concernés par les activités de la ferme pédagogique.

Les mesures de prévention visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, b), concernent en priorité les risques les plus importants identifiés sur l'exploitation.

Outre les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'agriculteur dispose d'une police d'assurance couvrant les risques relatifs à la responsabilité civile, aux accidents de travail, aux intoxications alimentaires et aux incendies, respecte les législations environnementales et urbanistiques.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, b), l'on entend par l'espace de détente sécurisé une pelouse, une cour de ferme ou tout autre espace sécurisé pouvant accueillir les enfants pour des moments de détente.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, d), l'on entend par le matériel adapté en nombre suffisant le matériel nécessaire à l'activité pédagogique adapté à la taille et l'âge de l'enfant et en nombre suffisant afin que chacun puisse participer à l'activité.

**Art. 6.** Le modèle de l'écusson visé à l'article D. 204 du Code est repris dans l'annexe au présent arrêté.

La Direction de la Recherche et du Développement met l'écusson à disposition des fermes pédagogiques.

L'agriculteur appose l'écusson de manière visible dans son exploitation.

Lorsque l'agriculteur cesse son activité ou se voit retirer son autorisation de faire usage de la dénomination de « ferme pédagogique », il renvoie l'écusson à l'Administration dans les trente jours de la notification du retrait ou de la cessation de ses activités, par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi au sens de l'article D. 15 du Code.

Lorsque l'autorisation est suspendue, l'écusson n'est plus apposé durant la période de suspension.

#### CHAPITRE III. — Engagement de la ferme pédagogique

**Art. 7.** L'agriculteur titulaire de l'autorisation respecte durant la période pour laquelle il est autorisé à faire usage de la dénomination « ferme pédagogique » les conditions suivantes :

- 1° afficher dans son exploitation, les fiches conseil-sécurité téléchargeables sur le site internet « Portail de l'Agriculture wallonne » ainsi que les principaux numéros d'urgence et l'adresse de la ferme;
- 2° avoir à disposition dans le local d'accueil une trousse à pharmacie et une couverture anti-feu;
- 3° s'assurer des compétences pédagogiques et des connaissances agricoles de ses animateurs-accueillants;
- 4° participer aux enquêtes statistiques et à soumettre un formulaire de satisfaction au responsable du groupe accueilli;
- 5° rédiger un rapport annuel;
- 6° se conformer aux réglementations en vigueur;
- 7° expliquer les règles de sécurité aux groupes qu'il reçoit;
- 8° signaler à l'administration toute modification majeure dans les nonante jours.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, l'on entend par toute modification majeure toute modification dans l'aménagement des lieux d'accueil ou dans le projet pédagogique présenté.

Lorsque des activités particulières sont prévues sur l'exploitation :

- 1° si la ferme pédagogique dispose d'une plaine de jeux, celle-ci répond aux normes de sécurité des aires de jeux conformément à l'arrêté royal du 28 mars 2001 relatif à la sécurité des équipements d'aires de jeux;
- 2° si la ferme pédagogique propose des activités de divertissement actifs tels que définis l'arrêté royal du 25 avril 2004 portant réglementation de l'organisation des divertissements actifs, elle répond aux exigences relatives à ce type de loisirs.

A la demande de la Direction de la Recherche et du Développement, l'agriculteur fournit les documents actualisés suivants :

- 1° les extraits de casier judiciaire modèle 2 pour l'ensemble de ses animateurs-accueillants;
- 2° une attestation de suivi d'une formation de premier secours
- 3° une attestation de suivi d'un module de formation pédagogique suivie par une des personnes encadrant le groupe.

**Art. 8.** Le Ministre peut définir des objectifs pédagogiques en vue de compléter l'engagement tel qu'il est défini à l'article 7.

#### CHAPITRE IV. — Evaluation et contrôle de la ferme pédagogique

**Art. 9.** La Direction de la Recherche et du Développement est chargée des missions visées à l'article D. 211, 1°, 4° à 6°, du Code.

**Art. 10.** Au terme de chaque année de fonctionnement à dater de la notification de l'autorisation, l'agriculteur transmet à la Direction de la Recherche et du Développement le rapport d'activités et les enquêtes de satisfaction complétées par les usagers.

Le rapport d'activités présente au minimum selon le public cible :

- 1° en ce qui concerne l'école :
  - a) le type d'enseignement, le cycle, le degré, etc.;
  - b) la fréquentation annuelle;
  - c) la fidélisation de la clientèle;
  - d) l'origine des écoles;
- 2° en ce qui concerne le stage :
  - a) l'âge moyen des enfants;
  - b) la fréquentation annuelle;
  - c) la fidélisation de la clientèle;
- 3° en ce qui concerne l'anniversaire ou tout autre événement à caractère pédagogique :
  - a) le nombre d'événements organisés;
  - b) le nombre total d'enfants reçus.

Les modèles de rapport d'activités et d'enquête de satisfaction sont mis en ligne sur le site internet « Portail de l'Agriculture wallonne ».

**Art. 11.** Les documents visés à l'article 10 sont à envoyer par tout moyen de conférer date certaine à l'envoi au sens de l'article D. 15 du Code, à la Direction de la Recherche et du Développement.

Les fermes pédagogiques font l'objet d'une évaluation annuelle sur la base des critères suivants :

- 1° le rapport d'activités;
- 2° les enquêtes de satisfaction;
- 3° le cas échéant, la visite de terrain;
- 4° les plaintes éventuelles;
- 5° le rapport d'inspection éventuellement réalisé.

L'évaluation est transmise à l'agriculteur par tout moyen de conférer date certaine à l'envoi au sens de l'article D. 15 du Code.

**Art. 12.** La vérification par tout moyen utile visée à l'article D. 211, 3°, du Code est réalisée conjointement par la Direction de la Recherche et du Développement et par la Direction de la Qualité.

La Direction de la Qualité réalise les visites d'inspection visées à l'article D. 211, 2°, du Code.

**Art. 13.** L'inspection visée à l'article 9 porte sur :

- 1° la validité et la conformité des documents présentés lors de la demande d'autorisation;
- 2° une visite des lieux de l'exploitation.

Le modèle de la fiche d'inspection est rendue public sur le site internet « Portail de l'Agriculture wallonne ».

D'autres contrôles peuvent être réalisés en tout temps.

#### CHAPITRE V. — *Suspension et retrait de l'autorisation*

**Art. 14.** En cas de manquement constaté et non résolu par l'agriculteur au terme du délai fixé par la Direction de la Qualité pour y remédier, le Ministre notifie sa décision de suspension de l'autorisation au demandeur dans les nonante jours de la réception du dossier complet lui permettant de prononcer ladite décision de suspension de l'autorisation.

La décision du Ministre est notifiée au demandeur dans les nonante jours de la réception du dossier complet

Cette suspension d'autorisation court jusqu'à la mise en conformité de l'exploitation.

Toutefois, cette suspension ne peut pas dépasser une durée de six mois au-delà de laquelle le Ministre prend une décision de retrait.

La Direction de la Recherche et du Développement notifie les décisions du Ministre à l'agriculteur.

**Art. 15.** La suspension entraîne un arrêt provisoire de l'usage de la dénomination « ferme pédagogique ».

**Art. 16.** Si la Direction de la Recherche et du Développement constate une cause de retrait de l'autorisation, elle la communique au centre concerné dans les trente jours de sa constatation, par tout moyen susceptible de conférer date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15, du Code.

L'agriculteur dispose, sous peine d'irrecevabilité, de trente jours suivant l'envoi visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour faire connaître ses objections, par tout moyen susceptible de conférer une date certaine à l'envoi conformément à l'article D.15, du Code, auprès de la Direction de la Recherche et du Développement.

Dans les quinze jours à compter de la réception des objections ou de l'échéance visée à l'alinéa 2, la Direction de la Recherche et du Développement transmet au Ministre son rapport sur la cause de retrait de l'autorisation accompagné, le cas échéant, de l'examen de ses objections.

La Direction de la Recherche et du Développement communique la décision du Ministre, par tout moyen susceptible de conférer une date certaine à l'envoi conformément à l'article D.15, du Code, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la décision du Ministre.

**Art. 17.** L'agriculteur peut solliciter une nouvelle autorisation d'utiliser la dénomination « ferme pédagogique » auprès de l'Administration après 6 mois à compter de la notification du retrait.

Le Ministre, sur base des éléments en sa possession, notifie sa décision au demandeur.

**Art. 18.** Conformément à l'article D. 214, du Code, tout retrait d'autorisation entraîne le retrait et la remise de l'écusson à la Direction de la Recherche et du Développement.

La notification du retrait de l'autorisation entraîne de plein droit l'arrêt de l'usage de la dénomination « ferme pédagogique ».

La procédure de suspension et de retrait est également applicable à l'agriculteur en cas de constat de non-respect des dispositions prévues par le Code, le présent arrêté et ses arrêtés d'exécution.

#### CHAPITRE VI. — *Habilitation*

**Art. 19.** Le Ministre peut compléter les procédures d'agrément, de suspension et de retrait d'agrément en ajoutant des conditions supplémentaires purement procédurales requises pour le traitement des demandes d'agrément, et en modifiant la liste des documents à joindre aux demandes d'agrément.

Le Ministre peut définir les informations et les données dont la transmission peut se faire de manière électronique pour l'application du présent arrêté. Il détermine les conditions d'introduction des documents ou des demandes au moyen de formulaires électroniques.

#### CHAPITRE VII. — *Recours*

**Art. 20.** Conformément aux articles D. 215 à D. 218 du Code, l'agriculteur peut introduire un recours motivé auprès du Ministre à l'encontre de sa décision.

CHAPITRE VIII. — *Disposition transitoire*

**Art. 21.** Les exploitations qui répondent aux conditions visées à l'article D. 422 du Code se font connaître à la Direction de la Recherche et du développement par l'envoi d'une déclaration sur l'honneur.

Un modèle de déclaration sur l'honneur est rendu public sur le site internet « Portail de l'Agriculture wallonne ». Tout document permettant d'étayer la déclaration est joint à cette demande.

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

**Art. 22.** Les articles D. 202 à D. 218 du Code entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Les articles D.219 à D.223 du Code produisent leur effet à la date d'entrée en vigueur du Code.

**Art. 23.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 juin 2017.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,  
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

---

## ANNEXE - Ecusson



Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 concernant l'usage de la dénomination « ferme pédagogique ».

Namur, le 8 juin 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,  
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2017/30634]

**8. JUNI 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung  
betreffend die Verwendung der Bezeichnung "pädagogischer Bauernhof"**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D. 204 § 1 Absatz 2, D. 205, D. 207, Absätze 1 und 3, D. 208 § 2, D. 210 bis D. 213 und D.426 § 2 Ziffer 4;

Aufgrund der am 20. Oktober 2016 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des Berichts vom 29. September 2016, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 19. April 2017 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 61.168/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

*KAPITEL I — Definitionen und Zulassungsantrag*

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° Landwirt: der Landwirt, der die in Artikel D.207 Absatz 2 des Gesetzbuches angeführten Bedingungen erfüllt;
- 2° Gesetzbuch: das wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;
- 3° Direktion der Forschung und der Entwicklung: die Direktion der Forschung und der Entwicklung der Abteilung Entwicklung der Verwaltung im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 3 des Gesetzbuches;
- 4° Direktion der Qualität: die Direktion der Qualität der Abteilung Entwicklung der Verwaltung im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 3 des Gesetzbuches;
- 5° Präventionseinrichtung: die Einrichtung, die Dienstleistungen im Bereich der Betreuung, Information und Sensibilisierung anbietet im Hinblick auf die Verbesserung der Sicherheit in den Betrieben, des Wohlbefindens bei der Arbeit durch die Information der Landwirte, die Organisation von Ausbildungen oder die Durchführung von Risikoanalysen bei Besichtigungen des Betriebs.

**Art. 2** - Der Landwirt, der die Bezeichnung "pädagogischer Bauernhof" nach Artikel D.3 Ziffer 19 des Gesetzbuches auf seinem landwirtschaftlichen Betrieb verwenden möchte, reicht bei der Direktion der Forschung und der Entwicklung einen Zulassungsantrag ein.

**Art. 3** - § 1. Der in Artikel 2 angeführte Antrag umfasst wenigstens:

- 1° die vollständigen Angaben über den Landwirt;
- 2° die Vorstellung des Betriebs;
- 3° die Betriebsnummer;
- 4° die Vorstellung des pädagogischen Projekts des Bauernhofs.

Folgende Dokumente werden spezifisch für die jeweiligen Räumlichkeiten und Aktivitäten dem Antrag beigelegt:

- 1° ein Auszug aus dem Strafregister (Muster 2) für den Landwirt und gegebenenfalls für die Animatoren-Betreuer;
- 2° eine Bescheinigung des Versicherers, mit einer Beschreibung der Art des Risikos und dessen Abdeckung oder in Ermangelung dieser Bescheinigung eine Kopie der Versicherungsverträge;
- 3° der Brandschutznachweis;
- 4° die Zulassung der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette für die Ausübung von Tätigkeiten innerhalb der Nahrungsmittelkette, falls im Betrieb eine Verpflegung erfolgt;
- 5° die Konformitätsbescheinigung der elektrischen Anlagen;
- 6° ein Plan und Lichtbilder der eingerichteten Aufnahmeinfrastrukturen;
- 7° eine Bescheinigung über die Teilnahme an einem Erste-Hilfe-Kurs jener Personen, die die Gruppe betreuen;
- 8° ein Bericht über die von Begleitdienst für die Sicherheit am Arbeitsplatz durchgeführte Risikoanalyse;
- 9° eine Bescheinigung über die Teilnahme an einem pädagogischen Ausbildungsmodul jener Personen, die die Gruppe betreuen.

Falls die im Rahmen der Anwendung von Absatz 2 Ziffer 7 und 9 verlangten Bescheinigungen noch nicht verfügbar sind, übermittelt der Landwirt diese der Direktion der Forschung und der Entwicklung innerhalb von zwölf Monaten nach der Anerkennung seines Betriebs als pädagogischer Bauernhof.

Das Antragsformular ist online auf den Webseiten des Internetportals der wallonischen Landwirtschaft verfügbar.

§ 2. Der Antrag wird durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 des wallonischen Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, übermittelt. Er umfasst alle Dokumente, anhand deren geprüft werden kann, dass die Bedingungen für die Gewährung der Zulassung erfüllt werden.

Der Direktor der Direktion der Forschung und der Entwicklung bestätigt den Empfang innerhalb von zehn Arbeitstagen, nachdem der Antrag eingereicht wurde. Die Empfangsbestätigung umfasst folgende Angaben:

- 1° das Datum, an dem der Antrag eingegangen ist;
- 2° die Frist, innerhalb welcher der Beschluss gefasst wird.

Ist der Zulassungsantrag unvollständig, so teilt der Direktor der Direktion der Forschung und der Entwicklung dem Antragsteller dies durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 des wallonischen Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, mit und fordert ihn auf, den Antrag innerhalb von sechzig Tagen nach dieser Aufforderung zu vervollständigen. Diese Frist von sechzig Tagen kann auf begründete Anfrage des Antragstellers verlängert werden. Ist die Antragsakte nach Ablauf dieser Frist weiterhin unvollständig, so wird der Zulassungsantrag als unzulässig gewertet.

Der Beschluss des Ministers über den Antrag wird dem Antragsteller innerhalb von neunzig Tagen nach Eingang der vollständigen Akte zugestellt.

Der Landwirt hat die Möglichkeit, jederzeit einen neuen Antrag einzureichen.

**Art. 4** - Der Antrag auf Erneuerung wird nach dem in den Artikeln 2 und 3 bestimmten Verfahren eingereicht und bearbeitet.

#### KAPITEL II — *Bedingungen für die Zulassung und die Zurverfügungstellung des Abzeichens*

**Art. 5** - Die Gewährung der Zulassung ist von der Erfüllung der folgenden Bedingungen nach Artikel D.205 des Gesetzbuches abhängig:

- 1° was den landwirtschaftlichen Betrieb betrifft, trägt der Landwirt dafür Sorge, dass dieser:
  - a) über einen eingerichteten Raum und sanitäre Anlagen für die Betreuung von Kindern verfügt;
  - b) über einen geschützten Erholungsbereich verfügt;
  - c) über einen Parkplatz in der Nähe verfügt, oder über einen gesicherten Bereich für das Ein- und Aussteigen der Fahrgäste;
  - d) über ausreichend angemessene Ausrüstung für die Kinder verfügt;
  - e) eingerichtet und sauber gehalten wird. Dies gilt ebenfalls für die nähere Umgebung;
- 2° was den im landwirtschaftlichen Betrieb eingerichteten Raum betrifft, trägt der Landwirt dafür Sorge, dass dieser:
  - a) ausreichend bemessen ist, um unter Berücksichtigung der potentiellen Besucherzahl Kinder aufzunehmen;
  - b) über natürliches Licht verfügt, das durch künstliches Licht ergänzt wird;
  - c) über ein Heizsystem verfügt, es sei denn, die Betreuungstätigkeiten sind nur von April bis September vorgesehen;
  - d) über ausreichend Material für die Betreuung und die Aktivitäten verfügt;
  - e) über eine Trinkwasserstelle verfügt, die den Kindern ununterbrochen zur Verfügung steht;
  - f) den Brandsicherheitsnormen entspricht. Er übermittelt den von der Gemeinde ausgestellten Brandschutznachweis, der belegt wird durch den Besuchsbericht des Kommandanten der Feuerwehr der Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet;
  - g) den Sicherheitsnormen für elektrische Anlagen entspricht, belegt durch eine vor weniger als fünf Jahren ausgestellte Konformitätsbescheinigung eines anerkannten Auswärtigen Dienstes für die technischen Kontrolle;
- 3° was die sanitären Anlagen des landwirtschaftlichen Betriebs betrifft, trägt der Landwirt dafür Sorge, dass diese:
  - a) unter Berücksichtigung der potentiellen Besucherzahl mit ausreichend Toiletten ausgestattet sind;
  - b) über einen Platz zum Waschen der Hände verfügen;
- 4° was den Betrieb betrifft, trifft der Landwirt folgende Maßnahmen:
  - a) er lässt von der Präventionseinrichtung eine Risikoanalyse auf dem Betrieb durchführen, um die vorhandenen potentiellen Gefahren zu identifizieren;
  - b) er achtet darauf, die Maßnahmen zur Risikoverhütung zu planen und umzusetzen, um nach und nach alle Gefahren, die im Rahmen der Risikoanalyse in den von den Tätigkeiten des pädagogischen Bauernhofs betroffenen Bereichen festgestellt wurden, zu vermeiden.

Die in Absatz 1 Ziffer 4 Buchstabe b erwähnten präventiven Maßnahmen betreffen vorrangig die auf dem Betrieb ausgemachten größten Gefahren.

Zusätzlich zur Erfüllung der in Absatz 1 erwähnten Bedingungen verfügt der Landwirt über eine Versicherungspolice zur Abdeckung der Risiken im Bereich der zivilrechtlichen Haftung, der Arbeitsunfälle, der Lebensmittelvergiftungen und Brände. Zudem beachtet er die umweltbezogenen und städtebaulichen Gesetzgebungen.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 1 Buchstabe b gilt als geschützter Erholungsbereich eine Rasenfläche, ein Innenhof oder jeder sonstige geschützte Erholungsbereich, in dem die Kinder sich zeitweilig erholen können.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 1 Buchstabe d gilt als ausreichend angemessene Ausrüstung die Ausrüstung, die für die pädagogische Aktivität erforderlich ist und an die Größe und das Alter der Kinder angepasst ist und die in einer Anzahl vorhanden ist, die allen Kindern ermöglicht, sich an der Aktivität zu beteiligen.



**Art. 6** - Das Muster des in Artikel D. 204 des Gesetzbuches erwähnten Abzeichens bildet den Anhang des vorliegenden Erlasses.

Die Direktion der Forschung und der Entwicklung stellt den pädagogischen Bauernhöfen das Abzeichen zur Verfügung.

Der Landwirt bringt das Abzeichen sichtbar in seinem Betrieb an.

Falls ein Landwirt seine Betriebstätigkeit einstellt oder ihm die Zulassung entzogen wird, die Bezeichnung "pädagogischer Bauernhof" zu verwenden, übermittelt er der Verwaltung innerhalb von dreißig Tagen nach der Mitteilung des Entzugs oder der Einstellung der Betriebstätigkeit durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, das Abzeichen.

Wird die Zulassung ausgesetzt, darf das Abzeichen während der Dauer der Aussetzung nicht angebracht werden.

#### KAPITEL III — *Verpflichtung des pädagogischen Bauernhofs*

**Art. 7** - Der Landwirt, der über eine Zulassung verfügt, erfüllt über den gesamten Zeitraum, während dem er die Bezeichnung "pädagogischer Bauernhof" verwenden darf, folgende Bedingungen:

- 1° er hängt in seinem Betrieb die auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft herunterladbaren Informationsblätter zur Sicherheit aus, sowie die wichtigsten Notrufnummern und die Anschrift des Bauernhofs;
- 2° in den Aufnahmeinfrastrukturen hält er einen Verbandskasten und eine Löschdecke bereit;
- 3° er stellt sicher, dass die Animatoren-Betreuer über pädagogische Kompetenzen und landwirtschaftliche Kenntnisse verfügen;
- 4° er beteiligt sich an statistischen Untersuchungen und unterbreitet dem Verantwortlichen der Besucher eine Zufriedenheitsumfrage;
- 5° er verfasst einen Jahresbericht;
- 6° er erfüllt die geltenden Vorschriften;
- 7° er erläutert den Gruppen, die er empfängt, die Sicherheitsvorschriften;
- 8° er informiert die Verwaltung innerhalb von neunzig Tagen über jede wichtige Änderung.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 8 gilt als jede wichtige Änderung jede Änderung der Einrichtung der Aufnahmeinfrastrukturen oder des vorgestellten pädagogischen Projekts.

Falls besondere Aktivitäten auf dem Betrieb geplant sind:

- 1° verfügt der pädagogische Bauernhof über einen Spielplatz, so entspricht er den Sicherheitsvorschriften für die Spielplätze gemäß dem Königlichen Erlass vom 28. März 2001 über die Sicherheit von Spielplatzgeräten;
- 2° bietet der pädagogische Bauernhof Aktivitäten zur aktiven Freizeitbeschäftigung gemäß dem Königlichen Erlass vom 25. April 2004 zur Regelung der Organisation von aktiver Freizeitbeschäftigung an, so erfüllt er die Anforderungen für diese Art der Freizeitbeschäftigung.

Auf Anfrage der Direktion der Forschung und der Entwicklung übermittelt der Landwirt die folgenden aktualisierten Unterlagen:

- 1° Auszüge aus dem Strafregister (Muster 2) für alle Animatoren-Betreuer;
- 2° eine Bescheinigung über die Teilnahme an einem Erste-Hilfe-Kurs;
- 3° eine Bescheinigung über die Teilnahme an einem pädagogischen Ausbildungsmodul jener Personen, die die Gruppe betreuen.

**Art. 8** - Der Minister ist befugt, die pädagogischen Zielsetzungen festzulegen, um die in Artikel 7 definierte Verpflichtung zu ergänzen.

#### KAPITEL IV — *Beurteilung und Kontrolle des pädagogischen Bauernhofs*

**Art. 9** - Die Direktion der Forschung und der Entwicklung wird mit den in Artikel D. 211 Ziffer 1 und 4 bis 6 des Gesetzbuches angeführten Aufgaben beauftragt.

**Art. 10** - Ab der Notifizierung der Zulassung übermittelt der Landwirt am Ende jedes Betriebsjahres der Direktion der Forschung und der Entwicklung den Tätigkeitsbericht und die von den Besuchern ausgefüllten Zufriedenheitsumfragen.

Der Tätigkeitsbericht umfasst je nach Zielpublikum wenigstens folgende Angaben:

- 1° was die Schule betrifft:
  - a) den Unterrichtstyp, den Studiengang, die Stufe, usw.;
  - b) die jährlichen Besucherzahlen;
  - c) die Bindung des Zielpublikums;
  - d) die Herkunft der Schulen;
- 2° was den Lehrgang betrifft:
  - a) das Durchschnittsalter der Kinder;
  - b) die jährlichen Besucherzahlen;
  - c) die Bindung des Zielpublikums;
- 3° was die Geburtstagsfeier oder alle sonstigen Veranstaltungen mit pädagogischer Ausrichtung betrifft:
  - a) die Anzahl der organisierten Veranstaltungen;
  - b) die Anzahl der empfangenen Kinder.

Die Muster des Tätigkeitsberichts und der Zufriedenheitsumfragen sind online auf den Webseiten des Internetportals der wallonischen Landwirtschaft verfügbar.

**Art. 11** - Die in Artikel 10 angeführten Unterlagen sind der Direktion der Forschung und der Entwicklung durch jedes Mittel zu übermitteln, das im Sinne des Artikels D. 15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht.

Die pädagogischen Bauernhöfe sind Gegenstand einer jährlich durchgeführten Beurteilung nach folgenden Kriterien:

- 1° Tätigkeitsbericht;
- 2° Zufriedenheitsumfragen;
- 3° gegebenenfalls Besuch vor Ort;
- 4° gegebenenfalls geäußerte Beschwerden;
- 5° Bericht über die gegebenenfalls durchgeführte Inspektion.

Die Beurteilung wird dem Landwirt durch jedes Mittel übermittelt, das im Sinne des Artikels D. 15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht.

**Art. 12** - Die Überprüfung auf jede geeignete Weise nach Artikel D. 211 Ziffer 3 des Gesetzbuches wird gemeinsam von der Direktion der Forschung und der Entwicklung und der Direktion der Qualität durchgeführt.

Die Direktion der Qualität führt die in Artikel D. 211 Ziffer 2 des Gesetzbuches angeführten Inspektionsbesuche durch.

**Art. 13** - Die Inspektion nach Artikel 9 betrifft:

- 1° die Gültigkeit und die Konformität der mit dem Zulassungsantrag eingereichten Unterlagen;
- 2° einen Besuch des Betriebsgeländes.

Das Muster des bei der Inspektion zu verwendenden Formulars wird auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht.

Weitere Kontrollen können jederzeit durchgeführt werden.

#### KAPITEL V — *Aussetzung und Entzug der Zulassung*

**Art. 14** - Im Falle eines festgestellten Verstoßes, den der Landwirt nicht innerhalb der von der Direktion der Qualität festgelegten Frist beseitigt hat, notifiziert der Minister dem Betroffenen seinen Beschluss zur Aussetzung der Zulassung innerhalb von neunzig Tagen nach Eingang der vollständigen Akte, die ihm ermöglicht, die besagte Aussetzung der Zulassung auszusprechen.

Der Beschluss des Ministers über den Antrag wird dem Antragsteller innerhalb von neunzig Tagen nach Eingang der vollständigen Akte zugestellt.

Diese Aussetzung der Zulassung dauert an, bis der Betrieb wieder die geltenden Vorschriften erfüllt.

Die Dauer der Aussetzung darf nicht mehr als sechs Monate betragen. Über diese Dauer hinaus beschließt der Minister den Entzug der Zulassung.

Die Direktion der Forschung und der Entwicklung notifiziert dem Landwirt die Beschlüsse des Ministers.

**Art. 15** - Die Aussetzung führt dazu, dass die Bezeichnung "pädagogischer Bauernhof" einstweilig nicht mehr verwendet werden darf.

**Art. 16** - Stellt die Direktion der Forschung und der Entwicklung fest, dass ein Grund für den Entzug der Zulassung vorliegt, so teilt sie diesen dem betroffenen Zentrum durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, binnen dreißig Tagen ab der Feststellung mit.

Der Landwirt verfügt unter Gefahr der Unzulässigkeit über eine Frist von dreißig Tagen ab der in Absatz 1 erwähnten Einsendung, um durch jedes Mittel, das gemäß den Artikeln D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, bei der Direktion der Forschung und der Entwicklung seine Einwände vorzubringen.

Binnen fünfzehn Tagen ab Eingang der Einwände oder ab Ablauf der in Absatz 2 genannten Frist übermittelt die Direktion der Forschung und der Entwicklung dem Minister ihren Bericht über den Grund für den Entzug der Zulassung, gegebenenfalls gemeinsam den geprüften Einwänden.

Die Direktion der Forschung und der Entwicklung übermittelt den Beschluss des Ministers durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Beschlusses des Ministers.

**Art. 17** - Nach Ablauf einer Frist von sechs Monaten ab der Notifizierung des Entzugs kann der Landwirt kann eine neue Zulassung zur Verwendung der Bezeichnung "pädagogischer Bauernhof" beantragen.

Auf der Grundlage der Informationen in seinem Besitz notifiziert der Minister dem Antragsteller seinen Beschluss.

**Art. 18** - Gemäß Artikel D.214 des Gesetzbuches führt jeder Entzug der Zulassung zum Entzug und zur Rückgabe des Abzeichens an die Direktion der Forschung und der Entwicklung.

Die Notifizierung des Zulassungsentzugs führt von Rechts wegen zur Einstellung der Verwendung der Bezeichnung "pädagogischer Bauernhof".

Das Verfahren für die Aussetzung und den Entzug ist ebenfalls anwendbar, falls der Landwirt die im Gesetzbuch, in dem vorliegenden Erlass und in dessen Ausführungserlassen angeführten Vorschriften missachtet hat.

#### KAPITEL VI — *Ermächtigung*

**Art. 19** - Der Minister ist befugt, die Verfahren für die Zulassung, die Aussetzung und den Entzug der Zulassung zu ergänzen und rein verfahrenstechnische Bedingungen hinzuzufügen, die für die Behandlung der Zulassungsanträge erforderlich sind. Ebenso ist er befugt, die Liste der den Zulassungsanträgen beizufügenden Dokumente abzuändern.

Der Minister ist befugt, die Informationen und Daten festzulegen, deren Übertragung für die Anwendung des vorliegenden Erlasses elektronisch erfolgen kann. Er bestimmt zudem die Bedingungen für das Einreichen der Dokumente oder der Anträge anhand elektronischer Formulare.

#### KAPITEL VII — *Einsprüche*

**Art. 20** - Gemäß den Artikeln D. 215 bis D. 218 des Gesetzbuches kann der Landwirt bei dem Minister einen begründeten Einspruch gegen dessen Beschluss einreichen.

KAPITEL VIII — *Übergangsbestimmung*

**Art. 21** - Die Betriebe, die die in Artikel D.422 angeführten Bedingungen erfüllen, teilen dies der Direktion der Forschung und der Entwicklung im Rahmen einer ehrenwörtlichen Erklärung mit.

Das Muster der ehrenwörtlichen Erklärung wird auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht.

Jede Unterlage, durch die diese Erklärung belegt werden kann, wird dem Antrag beigefügt.

KAPITEL IX — *Schlussbestimmungen*

**Art. 22** - Die Artikel D. 202 bis D. 218 des Gesetzbuches treten am Tage des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses in Kraft.

Die Artikel D. 219 bis D. 223 des Gesetzbuches bleiben bis am Tag des Inkrafttretens des Gesetzbuches wirksam.

**Art. 23** - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Juni 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,  
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

## ANHANG - Abzeichen



Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 betreffend die Verwendung der Bezeichnung "pädagogischer Bauernhof" beigefügt zu werden.

Namur, den 8. Juni 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und  
Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2017/30634]

**8 JUNI 2017. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende het gebruik van de benaming "leerboerderij"**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D. 204, § 1, tweede lid, D. 205, D. 207, leden 1 en 3, D. 208, § 2, D. 210 tot D. 213 en D.426, § 2, 4°;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 20 oktober 2016;

Gelet op het rapport van 29 september 2016, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 61,168/4 van de Raad van State, gegeven op 19 april 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijvingen en vergunningsaanvraag**

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° de landbouwer: de landbouwer die de voorwaarden van artikel D.207, tweede lid, van het Wetboek naleeft;
- 2° het Wetboek : het Waalse landbouwwetboek;
- 3° de Directie Onderzoek en Ontwikkeling: de Directie Onderzoek en Ontwikkeling van het Departement Ontwikkeling van de Administratie in de zin van artikel D. 3, 3° van het Wetboek;
- 4° de Directie Kwaliteit: de Directie Kwaliteit van het Departement Ontwikkeling van de Administratie in de zin van artikel D. 3, 3° van het Wetboek;
- 5° de preventie-instelling: de instelling die een begeleidings-, informatie-, en sensibiliseringsdienst aanbiedt om de veiligheid in de bedrijven, het welzijn op het werk van de landbouwers te verbeteren door ze te informeren, door opleidingen te organiseren, of door risicoanalyses uit te voeren tijdens de bezoeken ter plaatse.

**Art. 2.** De landbouwer die gebruik wenst te maken van de benaming "leerboerderij" zoals bepaald in artikel D. 3, 19° van het Wetboek, op zijn landbouwbedrijf dient een vergunningsaanvraag in bij de Directie Onderzoek en Ontwikkeling.

**Art. 3.** § 1. De aanvraag bedoeld in artikel 2 vermeldt minstens :

- 1° de volledige gegevens van de landbouwer;
- 2° de voorstelling van het bedrijf;
- 3° het bedrijfsnummer;
- 4° de uiteenzetting van het pedagogisch project van de boerderij.

Worden gevoegd bij de aanvraag en specifiek voor de betrokken lokalen en activiteiten:

- 1° een uittreksel uit het strafregister model 2 voor de landbouwer en, in voorkomend geval, voor de gastvrije animators;
- 2° een attest van de verzekeraar dat de aard van het risico omschrijft en zijn verzekerbaarheidstoestand of, bij gebrek, een afschrift van de verzekeringscontracten;
- 3° het brandveiligheidsattest;
- 4° de toestemming van het Federale Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen voor de uitvoering van de activiteiten in de voedselketen in het geval dat de restauratie op het bedrijf gebeurt;
- 5° het conformiteitsattest van de elektrische installatie
- 6° een plan en foto's van de ingerichte opvangcentra;
- 7° een attest van het volgen van een opleiding van eerste hulp en gevolgd door één van de personen die de groep begeleidt;
- 8° een verslag van de risicoanalyse van het bedrijf uitgevoerd door een begeleidingsdienst voor arbeidsveiligheid;
- 9° een attest van het volgen van een module van pedagogische opleiding en gevolgd door één van de personen die de groep begeleidt.

Voor de toepassing van het tweede lid, 7° en 9°, deelt de landbouwer, als de attesten nog niet beschikbaar zijn, ze mee aan de Directie Onderzoek en Ontwikkeling binnen twaalf maanden te rekenen vanaf het verkrijgen van de erkenning van zijn bedrijf als leerboerderij.

Het aanvraagformulier is beschikbaar op de website "Portail de l'Agriculture wallonne" (Portaal Waalse Landbouw).

§ 2. De aanvraag wordt verstuurd bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van artikel D.15 van het Wetboek en omvat het geheel van de documenten waarmee de naleving van de toekenningsvoorwaarden van de vergunning kan worden nagegaan.

De directeur van de Directie Onderzoek en Ontwikkeling bericht ontvangst ervan binnen de tien werkdagen na de indiening ervan. Het bericht van ontvangst vermeldt:

- 1° de ontvangstdatum van de aanvraag;
- 2° de termijn waarin de beslissing genomen wordt.

Wanneer de vergunningsaanvraag onvolledig is, brengt de directeur van de Directie Onderzoek en Ontwikkeling de aanvrager daarvan op de hoogte bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van artikel D.15 van het Wetboek, en belast hem om ze aan te vullen binnen zestig dagen na de ontvangst. De termijn van zestig dagen kan worden verlengd op gemotiveerd verzoek van de aanvrager. Na afloop van die termijn en als het dossier onvolledig blijft, wordt de vergunningsaanvraag beschouwd als onontvankelijk.

De beslissing van de Minister over de aanvraag wordt meegedeeld aan de aanvrager binnen negentig dagen na de ontvangst van het volledig dossier.

De landbouwer behoudt de mogelijkheid om een nieuwe aanvraag in te dienen op elk ogenblik.

**Art. 4.** De aanvraag tot verlenging wordt ingediend en behandeld volgens de procedure bepaald in de artikelen 2 en 3.

#### HOOFDSTUK II. — Voorwaarden i.v.m. de vergunning en de terbeschikkingstelling van het schild

**Art. 5.** De voorwaarden bedoeld in artikel D.205 van het Wetboek stelt de toekenning van de vergunning afhankelijk van:

- 1° wat zijn landbouwbedrijf betreft, zorgt de landbouwer ervoor dat het bedrijf:
  - a) over een ingericht lokaal beschikt en over een sanitair paviljoen voor de opvang van de kinderen;
  - b) over een beveiligde ontspanningsruimte beschikt;
  - c) over een parkeerplaats in de nabijheid beschikt of over een beveiligde zone voor het in- en uitladen;
  - d) over voldoende aangepast materieel beschikt, ter beschikking gesteld van de kinderen;
  - e) wordt ingericht en behouden in een goede staat van reinheid, alsook de nabije omgeving;
- 2° wat betreft het lokaal ingericht in het landbouwbedrijf, zorgt de landbouwer ervoor dat het:
  - a) over de voldoende afmetingen beschikt voor de opvang van de kinderen, in functie van het aantal potentiële bezoekers;
  - b) over een natuurlijke verlichting beschikt, aangevuld door een kunstmatige verlichting;
  - c) wordt uitgerust met een verwarmingssysteem behalve als de opvang uitsluitend voorzien is tussen april en september;
  - d) over voldoende materieel beschikt voor de opvang en de activiteiten;
  - e) over een tappunt voor drinkwater beschikt dat ter beschikking staat van de kinderen;
  - f) aan de normen inzake brandveiligheid voldoet en verstrekt het brandveiligheidsattest verleend door de gemeente; bevestigd door het bezoekverslag van de commandant van de brandweerdienst van de gemeente van het bedrijf;
  - g) aan de normen inzake elektrische veiligheid voldoet, op basis van een conformiteitsattest van minder dan vijf jaar verleend door een erkende externe dienst van technische controle;
- 3° wat het sanitair paviljoen van het landbouwbedrijf betreft, zorgt de landbouwer ervoor dat het:
  - a) is uitgerust met een voldoende aantal toiletten in functie van het aantal potentiële bezoekers;
  - b) wordt uitgerust met handwastafels;
- 4° wat het bedrijf betreft:
  - a) laat de landbouwer een risicoanalyse van het bedrijf uitvoeren door een preventie-instelling om de aanwezige potentiële risico's te inventariseren;
  - b) zorgt de landbouwer ervoor om de maatregelen inzake preventie van de risico's te plannen en uit te voeren om geleidelijk het geheel van de risico's vermeld in de risicoanalyse te verhelpen voor de ruimtes betrokken bij de activiteiten van de leerboerderij.

De maatregelen inzake preventie bedoeld in het eerste lid, 4°, b), betreffen bij voorrang de belangrijkste risico's geïdentificeerd op het bedrijf.

Naast de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, beschikt de landbouwer over een verzekeringspolis die de risico's betreffende de burgerrechtelijke aansprakelijkheid, de arbeidsongevallen, de voedselvergiftigingen en brand dekt, en de milieu- en stedenbouwkundige wetgevingen naleeft.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1°, b, wordt verstaan onder beveiligde ontspanningsruimte, een grasperk, een hof of elk andere beveiligde ruimte die de kinderen kan opvangen voor een moment rust.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1°, d, wordt verstaan onder voldoende aangepast materieel, het materieel dat nodig is voor de pedagogische activiteit aangepast aan de grootte en de leeftijd van het kind en in voldoende aantal zodat iedereen kan deelnemen aan de activiteit.

**Art. 6.** Het model van het schild bedoeld in artikel D. 204 van het Wetboek is opgenomen in de bijlage bij dit besluit.

De Directie Onderzoek en Ontwikkeling stelt het schild ter beschikking van de leerboerderijen.

De landbouwer moet het schild zichtbaar aanbrengen in zijn bedrijf.

Wanneer de landbouwer zijn activiteit stopzet of wanneer zijn vergunning om gebruik te maken van de benaming "leerboerderij" wordt ingetrokken, stuurt hij het schild terug naar de Administratie binnen dertig dagen van de kennisgeving van de intrekking of van de stopzetting van zijn activiteiten, door elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van artikel D. 15 van het Wetboek.

Wanneer de vergunning wordt opgeschort, wordt het schild niet meer aangebracht tijdens de schorsingsperiode.

HOOFDSTUK III. — *Verbintenis van de leerboerderij*

**Art. 7.** De landbouwer die houder is van de vergunning leeft tijdens de periode waarvoor hij de toestemming heeft om gebruik te maken van de benaming "leerboerderij" de volgende voorwaarden na:

- 1° in zijn bedrijf de veiligheidsfiches aanplakken die op de website "Portail de l'Agriculture wallonne" (Portaal Waalse Landbouw) gedownload kunnen worden, alsook de belangrijkste noodtelefoonnummers en het adres van de boerderij;
- 2° in het onthaallokaal een medisch noodpakket en een blusdeken ter beschikking hebben;
- 3° zich vergewissen van de pedagogische vaardigheden en van de kennis in landbouwzaken van zijn gastvrije animators;
- 4° deelnemen aan de statistische enquêtes en een tevredenheidsformulier voorleggen aan de verantwoordelijke van de ontvangen groep;
- 5° een jaarlijks verslag opmaken;
- 6° zich aan de geldende regelgevingen aanpassen;
- 7° de veiligheidsregels uitleggen aan de groepen die hij ontvangt;
- 8° elke belangrijke wijziging aan de administratie meedelen binnen de negentig dagen.

Voor de toepassing van het eerste lid, 8°, wordt verstaan onder elke belangrijke wijziging, elke wijziging in de inrichting van de opvangcentra of in het voorgesteld pedagogisch project.

Wanneer bijzondere activiteiten zijn voorzien op het bedrijf :

- 1° als de leerboerderij over een speelplein beschikt, moet dit speelplein voldoen aan de veiligheidsnormen van de speeltoestellen overeenkomstig het koninklijk besluit van 28 maart 2001 betreffende de veiligheid van speeltoestellen;
- 2° als de leerboerderij activiteiten van actieve ontspanningsevenementen voorstelt zoals omschreven in het koninklijk besluit van 25 april 2004 houdende reglementering van de organisatie van actieve ontspanningsevenementen, dan moet ze voldoen aan de eisen betreffende dit soort vrije tijd.

Op verzoek van de Directie Onderzoek en Ontwikkeling, verstrekt de landbouwer de volgende geactualiseerde documenten:

- 1° de uittreksels uit het strafregister model 2 voor het geheel van zijn gastvrije animators;
- 2° een attest van het volgen van een opleiding van eerste hulp
- 3° een attest van het volgen van een module van pedagogische opleiding gevolgd door één van de personen die de groep begeleidt.

**Art. 8.** De Minister kan de pedagogische doeleinden bepalen om de verbintenis aan te vullen zoals ze wordt omschreven in artikel 7.

HOOFDSTUK IV. — *Evaluatie en controle van de leerboerderij*

**Art. 9.** De Directie Onderzoek en Ontwikkeling is belast met de opdrachten bedoeld in artikel D. 211, 1°, 4° tot 6°, van het Wetboek.

**Art. 10.** Aan het einde van elk werkingsjaar te rekenen van de kennisgeving van de vergunning, maakt de landbouwer aan de Directie Onderzoek en Ontwikkeling het activiteitenverslag en de tevredenheidsonderzoeken ingevuld door de gebruikers over.

Het activiteitenverslag stelt volgens het doelpubliek minstens het volgende voor:

- 1° wat de school betreft :
  - a) het type onderwijs, de cyclus, het niveau, enz.;
  - b) het jaarlijks schoolbezoek;
  - c) de binding van de klanten;
  - d) de oorsprong van de scholen;
- 2° wat de stage betreft:
  - a) de gemiddelde leeftijd van de kinderen;
  - b) het jaarlijks schoolbezoek;
  - c) de binding van de klanten;
- 3° wat de verjaardag betreft of elk andere pedagogische gebeurtenis:
  - a) het aantal georganiseerde evenementen;
  - b) het totaal aantal ontvangen kinderen.

De modellen van activiteitenverslag en tevredenheidsenquête liggen ter beschikking op de website "Portail de l'Agriculture wallonne" (Portaal Waalse Landbouw).

**Art. 11.** De documenten bedoeld in artikel 10 moeten bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van artikel D. 15 van het Wetboek, naar de Directie Onderzoek en Ontwikkeling worden verstuurd.

De leerboerderijen maken het voorwerp uit van een jaarlijkse evaluatie op basis van de volgende criteria:

- 1° het activiteitenverslag;
- 2° de tevredenheidsenquêtes;
- 3° in voorkomend geval, het terreinbezoek;
- 4° de eventuele klachten;
- 5° het eventueel uitgevoerde inspectieverslag.

De evaluatie wordt overgemaakt aan de landbouwer bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van artikel D. 15 van het Wetboek.

**Art. 12.** De verificatie bij elk nuttig middel bedoeld in artikel D. 211, 3°, van het Wetboek wordt gezamenlijk uitgevoerd door de Directie Onderzoek en Ontwikkeling en door de Directie Kwaliteit.

De Directie Kwaliteit voert de inspectiebezoeken bedoeld in artikel D. 211, 2°, van het Wetboek uit.

**Art. 13.** De inspectie bedoeld in artikel 9 heeft betrekking op :

- 1° de geldigheid en de conformiteit van de documenten voorgelegd tijdens de vergunningsaanvraag;
- 2° een bezoek op de plaats van de exploitatie.

Het model van de inspectiefiche wordt bekendgemaakt op de website «Portail de l'Agriculture wallonne» (Portaal Waalse Landbouw).

Andere controles kunnen worden uitgevoerd op elk ogenblik.

#### HOOFDSTUK V. — *Opschorting en intrekking van de vergunning*

**Art. 14.** In het geval van vastgestelde tekortkoming en niet opgelost door de landbouwer na afloop van de termijn opgelegd door de Directie Kwaliteit om dit te verhelpen, geeft de Minister de aanvrager kennis van zijn beslissing tot opschorting van de vergunning binnen negentig dagen na ontvangst van het volledig dossier waarmee hij deze beslissing van opschorting van de vergunning kan uitspreken.

De beslissing van de Minister wordt meegedeeld aan de aanvrager binnen negentig dagen na de ontvangst van het volledig dossier.

Deze opschorting van de vergunning loopt tot het in overeenstemming brengen van het bedrijf.

Deze opschorting mag evenwel geen duur van zes maanden overschrijden boven welke de Minister een beslissing van intrekking neemt.

De Directie Onderzoek en Ontwikkeling deelt de beslissingen van de Minister aan de landbouwer mee.

**Art. 15.** De opschorting betekent een voorlopige stopzetting van het gebruik van de benaming "leerboerderij".

**Art. 16.** Als de Directie Onderzoek en Ontwikkeling een reden voor de intrekking van de vergunning vaststelt, deelt ze die mee aan het betrokken centrum binnen dertig dagen van haar vaststelling door elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van artikel D.15 van het Wetboek.

De landbouwer beschikt, op straffe van onontvankelijkheid, over dertig dagen na de verzending bedoeld in het eerste lid om zijn bezwaren aan de Directie Onderzoek en Ontwikkeling mee te delen door elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek.

Binnen vijftien dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de bezwaren of van de vervaldatum bedoeld in het tweede lid, deelt de Directie Onderzoek en Ontwikkeling aan de Minister haar verslag mee, over de reden van de intrekking van de vergunning vergezeld, in voorkomend geval, van de analyse van zijn bezwaren.

De Directie Onderzoek en Ontwikkeling deelt de beslissing van de Minister mee bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek, binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van de beslissing van de Minister.

**Art. 17.** De landbouwer kan bij de Administratie om een nieuwe vergunning verzoeken om de benaming "leerboerderij" te gebruiken na 6 maanden te rekenen van de kennisgeving van de intrekking.

Volgens de gegevens die in zijn bezit zijn, geeft de Minister kennis van zijn beslissing aan de aanvrager.

**Art. 18.** Overeenkomstig artikel D. 214, van het Wetboek, heeft elke intrekking van de vergunning de intrekking en de afgifte van het schild aan de Directie Onderzoek en Ontwikkeling tot gevolg.

De kennisgeving van de intrekking van de vergunning heeft van rechtswege de stopzetting van het gebruik van de benaming "leerboerderij" tot gevolg.

De procedure van opschorting en intrekking is ook toepasselijk op de landbouwer indien vastgesteld wordt dat de bepalingen bedoeld in het Wetboek, dit besluit en zijn uitvoeringsbesluiten niet worden nageleefd.

#### HOOFDSTUK VI. — *Bevoegdheid*

**Art. 19.** De Minister kan de procedures tot erkenning, tot opschorting en tot intrekking van erkenning aanvullen door de toevoeging van louter procedurele bijkomende voorwaarden die nodig zijn voor de behandeling van de erkenningsaanvragen en door de wijziging van de lijst van de documenten die bij de erkenningsaanvragen gevoegd moeten worden.

De Minister kan de informatie en de gegevens bepalen die elektronisch verstuurd kunnen worden voor de toepassing van dit besluit. Hij bepaalt de voorwaarden voor de indiening van de stukken of de aanvragen aan de hand van elektronische formulieren.

#### HOOFDSTUK VII. — *Beroep*

**Art. 20.** Overeenkomstig de artikelen D. 215 tot D. 218 van het Wetboek, kan de landbouwer een gemotiveerd beroep bij de Minister indienen tegen de beslissing.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Overgangsbepaling*

**Art. 21.** De bedrijven die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel D. 422 van het Wetboek moeten zich doen kennen bij de Directie Onderzoek en Ontwikkeling door de verzending van een verklaring op erewoord.

Een model van de verklaring op erewoord wordt bekendgemaakt op de website «Portail de l'Agriculture wallonne» (Portaal Waalse Landbouw).

Elk document om de verklaring te staven, wordt bij deze aanvraag gevoegd.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

**Art. 22.** De artikelen D. 202 tot D. 218 van het Wetboek treden in werking op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

De artikelen D.219 tot D.223 van het Wetboek hebben uitwerking op de datum van inwerkingtreding van het Wetboek.

**Art. 23.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 juni 2017.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,  
R COLLIN

---

## BIJLAGE I - Schild



Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 betreffende het gebruik van de benaming "leerboerderij".

Namen, 8 juni 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN